

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Gouverner-sous-le-feu-mediatique>

Gouverner sous le feu médiatique

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mercredi 5 août 2020

Description :

Gouverner sous le feu médiatiques. Le témoignage de l'ancien président équatorien. Ecrit ceci en février 2018, et c'est toujours d'actualité...Rafael Correa

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Écrit ceci en février 2018, c'est toujours d'actualité. Au pouvoir en Équateur de janvier 2007 à mai 2017, M. Rafael Correa a décidé de ne pas se représenter. La rupture avec son successeur et ancien collaborateur l'a néanmoins conduit à reprendre le combat. Au-delà de cet affrontement singulier, il témoigne ici des conquêtes et des reflux de la gauche en Amérique latine. Et il relève à quel point les grands médias sont devenus une arme politique au service de la contre-offensive des partis conservateurs [télécommandés depuis les USA].

À la suite de la longue nuit néolibérale des années 1990, et à partir de l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998, les bastions de la droite latino-américaine se sont effondrés comme des châteaux de cartes.

À l'apogée du phénomène, en 2009, huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala. Dans ce dernier pays, comme au Paraguay, c'était la première fois que les progressistes parvenaient au pouvoir.

Les premières années du XXI^e siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques, dans un contexte de souveraineté, de dignité et d'autonomie géopolitique. Ces réussites furent facilitées par la hausse du prix des matières premières, mais encore fallait-il que ces richesses soient investies dans le « bien-vivre » de nos peuples (lire le reportage de Loïc Ramirez, « [Difficile construction de la santé publique en Équateur](#) »). C'est ce qui fut fait [1].

L'Amérique n'a donc pas connu une époque de changement, mais un changement d'époque. Pour les pouvoirs d'hier et pour les États hégémoniques, il devenait urgent d'en finir avec des dynamiques qui annonçaient la seconde étape : celle de l'indépendance régionale.

Si l'on exclut le coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Équateur (2010) et Paraguay (2012). À partir de 2014, ces efforts désarticulés profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice en bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc. La réaction ne connaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'État parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), mais également contre le vice-président Jorge Glas en Équateur [2].

Les tentatives de destruction de l'UNASUR et de neutralisation de la CELAC sont également évidentes et, souvent, flagrantes. Sans parler de ce qui se passe au Mercosur. L'échec de la ZLEA au début de ce siècle tente d'être surmonté avec l'*Alliance du Pacifique*.

En Amérique du Sud, à l'heure actuelle, il ne reste plus que trois gouvernements progressistes : le Venezuela, la Bolivie et l'Uruguay. Les éternelles puissances qui ont toujours dominé l'Amérique latine, et qui l'ont plongée dans l'arriération, l'inégalité et le sous-développement, reviennent avec une soif de vengeance, après plus d'une décennie de défaites continues.

La stratégie réactionnaire est articulée au niveau régional et repose essentiellement sur deux axes : l'échec supposé du modèle économique de gauche et le prétendu manque de force morale des gouvernements progressistes.

En ce qui concerne le premier axe, depuis le second semestre 2014, et en raison d'un environnement international défavorable, l'ensemble de la région a subi un ralentissement économique qui s'est transformé en récession ces deux dernières années, avec des taux de croissance de 1,2 ; -0,2 et -0,8% pour respectivement les années 2014, 2015 et 2016. Les résultats sont disparates entre les pays et les sous-régions, reflétant les différences de structure économique et des politiques économiques appliquées, mais les difficultés économiques de pays comme le Venezuela ou le Brésil sont prises comme exemple de l'échec du socialisme, alors que l'Uruguay, avec un gouvernement de gauche, est le pays le plus développé au sud du Rio Grande, ou que la Bolivie affiche les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète.

Dans le cas équatorien, nous sommes confrontés à ce que nous appelons « la tempête parfaite » : l'effondrement des exportations accompagné d'une appréciation significative du dollar, la monnaie de cours légal. Les chocs externes négatifs reçus au cours des années 2015-2016 sont sans égal dans l'histoire équatorienne contemporaine. Pour la première fois au cours des trente dernières années, nous avons connu deux années de baisse des exportations, perdant environ 10% du PIB. Pour 2016, la valeur des exportations n'était que de 64% de celles de 2014. Au premier trimestre de 2016, le prix du baril de pétrole équatorien était en dessous du plancher mythique de 20 dollars, qui ne couvrait même pas les coûts de production.

Parallèlement, le dollar us s'est comporté exactement à l'opposé des besoins macroéconomiques, passant de 0,734 à 0,948 euro par dollar entre janvier 2014 et décembre 2016, soit une appréciation de près de 30%. Les monnaies des pays voisins comme la Colombie se sont dépréciées de plus de 70%.

Les déficits budgétaires nets entre 2015 et 2016 représentent 12% du produit intérieur brut (PIB). Pour la première fois de l'histoire, au lieu de recevoir des revenus pétroliers, le gouvernement central a dû donner près de 1,6 milliard de dollars aux compagnies pétrolières d'État pour qu'elles ne fassent pas faillite, comme cela s'est produit pour de nombreuses compagnies pétrolières dans le monde. À cela, il faut ajouter les litiges perdus dans des pourris tribunaux d'arbitrage, qui ont contraint les compagnies pétrolières Oxy et Chevron à payer plus de 1% du PIB.

Comme si cela ne suffisait pas, le 16 avril 2016, un séisme de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter s'est produit dans la zone côtière, qui a coûté des centaines de vies, réduit l'économie de 0,7% et généré des pertes de plus de 3% du PIB, sans compter les près de quatre mille répliques qui ont eu lieu.

En raison de tous ces facteurs, l'économie est passée d'une croissance vigoureuse de 4% en 2014 à seulement 0,2% en 2015 et à une baisse de -1,5% en 2016. Cependant, malgré les difficultés extrêmes et le manque de monnaie nationale, la récession a été surmontée en un temps record, avec un coût minimum, et sans augmentation de la pauvreté ou des inégalités, ce qui est sans précédent en Amérique latine. En 2017, une croissance d'au moins 2% était attendue, supérieure à la moyenne latino-américaine de 1,3%.

En Équateur, les politiques hétérodoxes se sont avérées plus efficaces tant en période d'expansion qu'en période de récession. Entre 2007 et 2017, l'Équateur a doublé la taille de son économie, et par rapport aux autres pays de la région, sa croissance économique a été supérieure à la moyenne et c'est le pays dans lequel le revenu des pauvres a le plus augmenté et dans lequel l'écart entre riches et pauvres a été le plus réduit, permettant à deux millions de personnes de sortir de la pauvreté ; c'est-à-dire une réduction de 12,5%.

Le problème est que, pour les gens ordinaires, ces analyses économiques importent peu. Ils ont juste le sentiment que ces dernières années, leurs commerces vendent moins, il est plus difficile pour leurs enfants de trouver du travail et leurs revenus n'augmentent plus au même rythme qu'auparavant. Ceci est très bien exploité par une presse spécialisée non pas en informant mais en manipulant. Une récession continentale, et, dans le cas équatorien, sans taux de change, ils l'associent à des politiques économiques, et non aux structures de nos économies, ou dans d'autres cas ils essaient de faire croire que en quelques années ces structures pourraient être modifiées, et par

conséquent, le fait de ne pas le faire est censé être un signe de « l'échec » de la gauche. Alors que les gouvernements de droite ont été critiqués pour n'avoir rien fait, les gouvernements de gauche ont été critiqués pour ne pas avoir tout fait.

Le deuxième axe de la nouvelle stratégie contre les gouvernements progressistes est la morale. La question de la corruption est devenue l'outil efficace pour détruire les processus politiques nationaux et populaires dans notre Amérique. Le cas emblématique est celui du Brésil, où une opération politique très bien articulée est parvenue à la destitution de Dilma Rousseff de la présidence du Brésil, et a prouvé plus tard que cette dernière n'avait rien à voir avec les faits dont on l'avait accusée. En Équateur, exactement le même scénario est suivi avec le vice-président de la République.

Dans cette stratégie de « *lawfare* », on commence d'abord par une accusation à fort impact et peu de soutien ; puis vient un bombardement médiatique qui anéantit le soutien que peut avoir la victime désignée ; et finalement, être coupable ou innocent sera un détail hors de propos pour des juges sous pression politique et médiatique, qui ne cherchent plus à condamner pour des raisons, mais des raisons de condamner, parce que la condamnation a déjà été établie par les médias et « l'opinion publique ».

Qui peut être contre un vrai combat contre la corruption ? C'est ce que nous avons fait en Équateur au cours des dix dernières années, en éradiquant la corruption institutionnalisée qui existait, mais la prétendue lutte anti-corruption de la droite et de ses médias est absolument non sincère, et ce n'est qu'un instrument d'attaque politique, comme l'était dans les années. 1990 la lutte contre le trafic de drogue, ou dans les années 1970 la lutte contre le communisme. Pour une véritable lutte contre la corruption, il suffirait, par exemple, d'interdire les paradis fiscaux, où passe pratiquement toute la corruption à laquelle nous avons dû faire face.

Ils nous parlent d'un manque de contrôles, de permissivité, de systèmes de corruption. Quel contrôle permet de détecter un pot-de-vin dans un compte secret dans un paradis fiscal ? En Équateur, les contrôles sont si forts que vous devez déclarer l'origine de tout dépôt de plus de 10 000 dollars américains, mais dans les paradis fiscaux, vous pouvez déposer des millions sans que personne n'ait à déclarer quoi que ce soit.

Et, bien sûr, le schéma de communication c'est que la corruption est la faute de l'État, que le public, par opposition au privé, est la source des problèmes. La réalité est que, comme dans l'affaire Odebrecht - une entreprise de construction brésilienne qui a créé toute une structure de corruption dans 12 pays - la corruption est largement encouragée par le secteur privé. Dans des pays comme l'Allemagne, jusqu'à récemment, leurs entreprises pouvaient déduire des impôts les paiements illicites dans nos pays.

Il existe une grande hypocrisie mondiale autour de la lutte contre la corruption. Il est à noter que l'Équateur est le premier pays au monde à approuver, par consultation populaire, une loi qui empêche les fonctionnaires de mener des opérations de quelque nature que ce soit dans les paradis fiscaux. Cela transforme en un délit le fait d'utiliser ces repaires, mais ils existent toujours.

Bref, on cherche à détruire non seulement le modèle mais aussi les acquis du progressisme, sur la base d'amplifier et de généraliser, notamment à travers les médias, des problèmes pratiquement inévitables dans l'exercice du pouvoir.

La gauche est probablement aussi victime de son propre succès. Selon la *Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes* (CEPALC), près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et sont entrées dans la classe moyenne au cours de la dernière décennie, dont la grande majorité est le résultat de politiques gouvernementales de gauche.

Au Brésil, 37,5 millions de personnes ont cessé d'être pauvres entre 2003 et 2013, mais ces millions n'étaient pas une force mobilisée lorsqu'un parlement accusé de corruption a destitué Dilma Rousseff. Nous avons des gens qui ont surmonté la pauvreté et qui maintenant - pour ce que l'on appelle souvent la prospérité objective et la pauvreté subjective - bien qu'ayant considérablement amélioré leur niveau de revenu, demandent beaucoup plus, et se sentent pauvres, pas en référence à ce qu'ils ont, ni à ce qu'ils avaient, mais à ce à quoi ils aspirent.

Cette nouvelle classe moyenne qui a émergé à la suite du succès des politiques économiques et sociales de la gauche elle-même, a besoin d'un nouveau discours et d'un nouveau message. Ses revendications sont non seulement différentes, mais même antagonistes de celles des pauvres, et elle succombe plus facilement aux chants des sirènes de la droite et de sa presse, qui offre à tous un style de vie à la New Yorkaise. La gauche a toujours lutté à contre courant, du moins dans le monde occidental. La question est : sera-t-elle entraînée de lutter contre la nature humaine ?

Le problème est beaucoup plus complexe si l'on ajoute à cela la culture hégémonique construite par les médias, au sens Gramscien, c'est-à-dire, parvenir à ce que les souhaits de la grande majorité soient fonctionnels aux intérêts des élites. Un exemple dramatique a été le rejet de la loi sur l'héritage qu'on a tenté d'appliquer en Équateur, consistant en un impôt beaucoup plus progressif pour les successions plus importantes. Malgré le fait que seuls trois Équatoriens sur mille reçoivent un héritage, et que le nouvel impôt ne concerne que les grands héritages, soit moins de 0,5% des héritages, soit environ 172 personnes par an sur une population de 16 millions d'habitants, de nombreux pauvres et de la classe moyenne sont sortis pour manifester contre une taxe qu'ils n'auront jamais à payer, largement manipulés par les médias.

Nos démocraties doivent être appelées démocraties médiatisées. Les médias sont une composante plus importante du processus politique que les partis et les systèmes électoraux ; ils sont devenus les principaux partis d'opposition des gouvernements progressistes ; et ils sont les vrais représentants du pouvoir politique patronal et conservateur.

Peu importe ce qui convient à la grande majorité, ce qui a été proposé lors de la campagne électorale et ce que le peuple, celui qui gouverne en toute démocratie, a ordonné aux urnes. Ce qui est important, c'est ce que les médias approuvent ou désapprouvent. Ils ont remplacé l'état de droit par l'état de l'opinion.

La gauche se heurte aux problèmes d'exercer - ou d'avoir exercé - le pouvoir, souvent avec succès mais de manière épuisante. Il est impossible de gouverner en rendant tout le monde heureux, encore plus quand tant de justice sociale est requise. En Équateur, pour donner la parole aux humbles, des opportunités aux pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité à nos paysans, pour enlever le pouvoir à ceux qui en avaient toujours profité - la banque, les médias, le système des partis - nous nous sommes fait de puissants ennemis et ils nous ont accusés de « polariser » le pays. Ils oublient que, pour la moitié de ce qui a été réalisé, il y a quelques décennies, nous aurions eu une guerre civile. Nous l'avons fait en nous fatiguant de gagner des élections.

Quand on est la gauche des 3% en opposition permanente, sans vocation pour le pouvoir, habitué à protester et à ne pas proposer, on ne comprend pas ce que c'est d'avoir à gouverner dans des situations économiques défavorables, ou face à des traîtres qui ont succombé à la tentation du pouvoir et l'argent. Il est évident que la seule bataille qu'un révolutionnaire ne peut pas perdre, c'est la bataille morale, mais un gouvernement honnête n'est pas celui qui n'a jamais subi de cas de corruption, mais celui qui ne les a jamais tolérés. Ne pas comprendre cela trompe beaucoup de militants et réduit l'unité et la vigueur des mouvements progressistes, se démoralisant au premier inconvénient et donnant souvent aux opposants une raison qu'ils n'ont jamais eue.

Il faut toujours être autocritique, mais c'est aussi avoir confiance en soi. Les gouvernements progressistes sont constamment attaqués, les élites et leurs médias ne nous pardonnent aucune erreur, ils cherchent à nous saper le moral, nous font douter de nos convictions, propositions et objectifs. Pour cette raison, le plus grand « défi

stratégique » de la gauche latino-américaine est peut-être non seulement de comprendre que tout processus politique va avoir des erreurs et des contradictions, mais aussi, comme l'a dit saint Ignace de Loyola, de comprendre que, « ***dans une forteresse assiégée, toute dissidence est trahison*** ».

Rafael Correa pour le [Le Monde Diplomatique en español](#)

[Le Monde Diplomatique en español](#) . Madrid, le 9 février 2018.

[1] Ndlr : Dans le secteur de la santé, par exemple, le budget de l'État équatorien est passé de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 7,5% en 2013.

[2] Ndlr. : Vice-président de Rafael Correa depuis 2013, Jorge Glas occupe les mêmes fonctions sous la présidence de Lenín Moreno, élu en avril 2017. Jorge Glas a été arrêté le 2 octobre 2017 dans le cadre de l'enquête sur le scandale de corruption qui implique la société brésilienne Odebrecht. Les partisans de Correa interprètent cette affaire en lien avec le conflit entre l'ancien président et son successeur, qui, selon le premier, n'aurait pas continué sur la même voie.